

Le pacte d'une agriculture qui ne veut plus partir à vau-l'eau

La gestion raisonnée de la ressource en eau est l'objectif de la charte paraphée, hier, sur une exploitation agricole de la Plaine orientale, autour des offices et agences de la Collectivité de Corse. Le monde agricole est au cœur de ce chantier

Contrairement à d'autres dossiers sensibles dans lesquels se débat la Corse, le rendez-vous fixé hier, sur la plaine de Lugo di Nazza, ne répondait pas à une situation de crise. "Les stocks d'eau sont pleins à 95%, mais rien ne doit nous faire oublier les années 2003 et 2017", s'exclame Xavier Luciani, au moment d'inviter ses partenaires à signer, sur l'exploitation agricole de Simon Fazi, la charte pour une gestion raisonnée de la ressource en eau. "Celle qui doit aussi démontrer que l'agriculteur n'est pas celui qui gaspille", ajoute le président de l'Office d'équipement hydraulique de la Corse.

Certes, l'enjeu dépasse le monde agricole. Il est celui d'une société tout entière confrontée à la raréfaction de la ressource, exposée aux changements climatiques. D'où la présence, au-delà de tous les acteurs de cette agriculture appelée à considérer qu'"arroser moins et mieux n'est plus une hérésie", de Joseph Giacometti, car la gestion de l'eau, c'est aussi la formation, de Jean-Christophe Angelini, car l'agriculture est au cœur de l'économie. "C'est carrément un enjeu de civilisation, ose le président de l'Adec. L'eau aura toujours une dimension économique, mais jamais une valeur marchande. En ces temps de privatisation rapide ou forcée, elle sera toujours

un bien commun." "Dans d'autres pays, elle est l'enjeu de la guerre, observe François Sargentini, le président de l'Office de l'environnement. Mais une chose est sûre, l'avenir va nous imposer une nouvelle manière de gérer l'eau."

"Sans eau, pas d'agriculture, sans agriculture, pas de Corse"

Au-delà des efforts à consentir pour conforter un réseau, remédier à un sous-équipement dans la mégacollectivité du post-PEI, tous les acteurs présents, hier, à Lugo di Nazza se voulaient conscients du caractère impératif des "bonnes conduites" à adopter au-delà des investissements les plus lourds.

Sensibiliser, changer les pratiques, promouvoir la recherche et l'expérimentation technique, préserver la qualité de l'eau, réduire l'utilisation des produits phytosanitaires... Autant d'engagements qui constituent aujourd'hui les piliers de cette charte... dont l'agriculture est le champ d'action majeur. "Sans eau, pas d'agriculture, et sans agriculture, pas de Corse", déclare Xavier Luciani.

À un jet de pierre, dans l'alignement des clementiniers, un exemple probant: celui de l'irrigation. Les fameuses sondes adoptées par



Un partenariat pour préserver et mieux utiliser la ressource, c'est tout l'enjeu de la signature de cette charte. / PHOTOS STÉPHANE GAMART

Simon Fazi, lesquelles permettent d'évaluer les besoins à partir de l'état des sols et des racines (*lire par ailleurs*). Une pratique pas vraiment innovante, que l'Odarc a pourtant étendue cette année à environ 200 exploitations sur l'ensemble de l'île, pour une aide financière à hauteur de 500 000 euros. "Le fourrage, l'arboriculture et la vigne, à savoir les fi-

lières qui arrosent le plus, en ont majoritairement bénéficié", confie Lionel Mortini. Une mesure dans l'esprit de la charte, déjà mise en œuvre, et à même de constater une économie d'eau considérable pour une irrigation bien plus efficace.

Du concret, déjà, grâce à de petits équipements sur les exploitations. Encore faut-il que les engagements de la

charte concrétisent bien d'autres actions.

L'aide publique au plus vertueux

À l'évidence, l'idée-force est de mettre l'aide publique à la disposition des agriculteurs les plus vertueux en matière de gestion de l'eau. Le critère va devenir incontournable, tout comme une politique agricole

orientée par rapport au contexte. "Y compris au niveau des filières, complète le président de l'Odarc. On pourrait privilégier un tout nouveau modèle d'agriculture et privilégier l'installation dans les filières qui ont le moins besoin d'eau, et qui sont mieux adaptées au terrain."

Parallèlement à l'action de l'Office hydraulique - "lancée dans le chantier d'une autoroute de l'eau" sur la Plaine orientale, du nord au sud, avec le Golu pour pourvoyeur", rappelle Xavier Luciani -, l'Odarc a également engagé un million d'euros pour l'appel à projets de retenues collinaires. "Des agriculteurs ou des collectivités seront peut-être intéressés par ces ouvrages à taille humaine, d'abord pour donner l'exemple", espère Lionel Mortini.

Donner l'exemple et montrer la voie. Celle qui doit permettre d'anticiper les crises, et de vivre plus sereinement les épisodes de grande sécheresse qui seront tôt ou tard de retour.

NOËL KRUSLIN

Au-delà des personnalités ci-dessus citées, et d'autres représentants de leurs organismes, ont également pris part à la signature de ce document: Joseph Colombani, président de la Chambre régionale d'agriculture; Jean-Marc Venturi, président de la Chambre d'agriculture de Haute-Corse; Dominique Fieschi, président de la MSA. Les syndicats agricoles et les représentants des filières étaient également présents.